Gouvernement du Canada

Gouvernement du Québec

**ACCORD DE PARTAGE DES COÛTS
RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE DE
L'ENTENTE DE COLLABORATION POUR LA
PROTECTION ET LE RÉTABLISSEMENT
DES ESPÈCES EN PÉRIL AU QUÉBEC**

2018-2019

PARTIES À L'ENTENTE

ACCORD DE PARTAGE DES COÛTS RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE DE L'ENTENTE DE COLLABORATION POUR LA PROTECTION ET LE RÉTABLISSMENT DES ESPÈCES EN PÉRIL AU QUÉBEC

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU CANADA,

représenté par :

le ministre de l'Environnement responsable du ministère de l'Environnement (« Environnement et Changement climatique Canada » aussi « ECCC ») et de l'Agence Parcs Canada (« Parcs Canada » aussi « PC »)

(ci-après appelé « Canada »)

D'UNE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,

représenté par :

le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs (« MFFP »)

et

la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne

(ci-après appelé « Québec »)

D'AUTRE PART

CI-APRÈS APPELÉS « LES PARTIES »

ATTENDU QUE le Canada et le Québec ont, dans le cadre de l'Entente de collaboration pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec (« l'Entente »), convenu de coordonner leurs interventions relatives à la protection et au rétablissement des espèces en péril d'intérêt commun et de leurs habitats au Québec et de collaborer à la mise en œuvre d'activités notamment liées à l'acquisition de connaissances, à la désignation, aux consultations et à la planification et à la mise en œuvre du rétablissement et cela, afin d'accroître l'efficacité de leurs interventions et d'éviter les dédoublements;

ATTENDU QUE l'Entente établit les principes de collaboration entre le Canada et le Québec, énumère les stratégies d'intervention à privilégier et prévoit que l'administration et la mise en œuvre de l'Entente se réaliseront dans le respect des compétences respectives du Canada et du Québec;

ATTENDU QUE le ministre de l'Environnement, le ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne sont signataires de l'Entente;

ATTENDU QUE les fonctions relatives à la faune sont assumées par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, depuis le 18 octobre 2018 tel que le prévoit le décret n° 1291-2018 du 18 octobre 2018;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de l'Entente, un comité appelé Comité de gestion de l'Entente (« CGE »), formé de représentants d'Environnement et Changement climatique Canada (« ECCC »), de l'Agence Parcs Canada (« PC »), de Pêches, Océans et Garde côtière Canada (MPO), du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (« MELCC »), du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (« MFFP ») et du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (« MAPAQ »), a été mis en place en vue d'assurer le bon fonctionnement de celle-ci;

ATTENDU QUE le CGE a notamment pour fonctions et responsabilités d'établir les activités de protection et de rétablissement prioritaires pour les espèces en péril d'intérêt commun, dont notamment la programmation commune, d'identifier les coûts et de préciser les modalités relatives au partage des coûts pouvant découler de ces activités et de cette programmation;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 13 de la Loi sur les espèces en péril (L.C. 2002, ch. 29), le ministre de l'Environnement ou le ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne peut conclure avec un gouvernement au Canada ou une organisation un accord prévoyant le partage des coûts de la mise en œuvre de mesures et de programmes en matière de conservation des espèces sauvages;

ATTENDU QUE le Québec, par le décret n° 294-2014 du 26 mars 2014, a approuvé le présent Accord;

ATTENDU QUE l'Accord permet la réalisation d'activités de protection et de rétablissement des espèces en péril et de leurs habitats au Québec, dont celles prévues dans la programmation commune annuelle présentée à l'annexe A de l'Accord.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS

Les définitions qui suivent s'appliquent à l'Accord :

- 1.1 « **Accord** » : L'Accord de partage des coûts relatifs à la mise en œuvre de l'Entente de collaboration pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec;
- 1.2 « **Exercice financier** » : S'entend de la période débutant le 1^{er} avril et se terminant le 31 mars de l'année suivante;
- 1.3 « **CGE** » : Le Comité de gestion de l'Entente visé à l'article 7 de l'Entente;
- 1.4 « **Entente** » : L'Entente de collaboration pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec entrée en vigueur le 18 mars 2013;
- 1.5 « **Espèce en péril** » : S'entend au sens de l'article 1 de l'Entente;
- 1.6 « **Espèce en péril d'intérêt commun** » : S'entend au sens de l'article 1 de l'Entente;
- 1.7 « **Programmation commune** » : S'entend au sens de l'article 1 de l'Entente;
- 1.8 « **Programmation commune annuelle** » : S'entend de la programmation commune établie conformément aux articles 5.2 et 5.3 et à l'annexe A de l'Accord;
- 1.9 « **Rétablissement** » : S'entend au sens de l'article 1 de l'Entente.

2. OBJET

- 2.1 L'Accord a pour objet d'établir les modalités de partage des coûts relatifs à la mise en œuvre d'activités de protection et de rétablissement prioritaires des espèces en péril et de leurs habitats au Québec prévues dans la programmation commune annuelle.

3. OBLIGATIONS DES PARTIES

- 3.1 Les Parties s'engagent à réaliser les activités de protection et de rétablissement prioritaires des espèces en péril et de leurs habitats au Québec identifiées dans la programmation commune annuelle.
- 3.2 Les Parties s'engagent à utiliser les résultats de ces activités afin d'atteindre leurs objectifs respectifs relatifs à la conservation des espèces en péril.

4. CATÉGORIES D'ACTIVITÉS VISÉES

La programmation commune annuelle établie par le CGE est divisée selon les neuf catégories suivantes d'activités de protection et de rétablissement des espèces en péril et de leurs habitats au Québec :

- 4.1 « Connaissances » : S'entend des activités liées au partage de données, de méthodologies et d'expertises, au fonctionnement et au développement du Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec, aux inventaires et à la recherche, aux connaissances des collectivités et aux connaissances traditionnelles des communautés autochtones, aux rapports de situation, au *Rapport sur la situation générale des espèces sauvages au Canada*, à l'échange de documents et à l'évaluation des impacts environnementaux des projets, visées à l'annexe A de l'Entente et à l'article 5.3 de l'Entente;
- 4.2 « Désignation » : S'entend des activités liées au Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC), aux deux Comités aviseurs sur les espèces menacées ou vulnérables du Québec, aux énoncés de réponse aux propositions du COSEPAC, à l'échange de l'information, aux situations d'urgence et à la classification administrative, visées à l'article 8 de l'Entente;
- 4.3 « Planification du rétablissement » : S'entend des activités liées à la résidence des individus des espèces en péril d'intérêt commun, à l'élaboration des documents de planification du rétablissement, à l'identification des habitats essentiels et aux évaluations socio-économiques, visées à l'article 9.1 de l'Entente;
- 4.4 « Mise en œuvre du rétablissement » : S'entend des activités liées à la protection des habitats essentiels, à l'intendance et à la conservation volontaire, visées à l'article 9.2 de l'Entente, de même que des activités identifiées dans les documents de planification du rétablissement (éducation et communication, acquisition de connaissances, diminution des menaces, introduction et réintroduction, monitoring, etc.) et des activités liées au développement d'outils communs pour la mise en œuvre du rétablissement;
- 4.5 « Consultations » : S'entend des activités liées aux consultations, visées à l'annexe B de l'Entente;
- 4.6 « Suivis » : S'entend des activités visées à l'article 12 de l'Entente;
- 4.7 « Activités communes de communication » : S'entend des activités visées à l'annexe C de l'Entente;
- 4.8 « Autorisations » : S'entend des activités visées à l'article 10 de l'Entente;
- 4.9 « Application des lois » : S'entend des activités visées à l'article 11 de l'Entente.

5. GESTION

- 5.1 La responsabilité de gérer l'Accord et d'en examiner les progrès réalisés revient au CGE conformément aux modalités établies dans l'Entente.

5.2 Chaque année, pendant la durée de l'Entente, le CGE établit la programmation commune de l'année en cours conformément à l'annexe A de l'Accord, y compris le titre des activités visées, leurs modalités d'exécution (dont la description des activités, les produits livrables et l'échéancier), la quote-part des parties à l'Accord et l'autorité responsable de l'exécution des activités.

5.3 La programmation commune est établie avant le 1^{er} juillet de l'exercice financier en cours.

6. MODALITÉS FINANCIÈRES

6.1 Les fonds engagés par chacune des Parties qui ne font pas l'objet d'un transfert de fonds à l'autre Partie pour la conduite des activités de protection et de rétablissement des espèces en péril et de leurs habitats au Québec ainsi que les fonds qui sont transférés d'une Partie à l'autre sont décrits dans la programmation commune annuelle.

6.2 Sous réserve des articles 6.4 et 14.2 de l'Accord, à la fin de chaque exercice financier, une Partie verse à l'autre Partie les fonds totaux identifiés à la colonne « Fonds à transférer » de la programmation commune annuelle sur réception et acceptation des produits livrables et d'une facture faisant état des dépenses faites pour la réalisation de chacune des activités visées par la programmation commune annuelle.

6.3 Nonobstant la date d'approbation par le CGE de la programmation commune annuelle pour l'exercice financier en cours, les dépenses qui sont faites depuis le 1^{er} avril de cet exercice financier par la Partie à laquelle des fonds sont transférés dans le cadre de l'Accord et qui sont, avant d'être engagées, soit autorisées par le CGE, soit approuvées par écrit par la Partie qui transfère les fonds, sont prises en compte dans le calcul des fonds transférés pour l'exercice financier en cours.

6.4 Les dépenses doivent être engagées au plus tard le 31 mars d'un exercice financier donné. Ces dépenses peuvent être remboursées ultérieurement si la réclamation est présentée au plus tard le 30 juin de l'exercice financier suivant. Cependant, la preuve que les dépenses admissibles ont été engagées au plus tard le 31 mars d'un exercice financier donné doit être faite à la Partie qui transfère les fonds au plus tard le 10 avril de l'exercice financier qui suit.

6.5 Les dépenses autres que celles autorisées par le CGE dans la programmation annuelle ne sont pas admissibles sauf si la Partie qui transfère les fonds les a approuvées par écrit avant qu'elles ne soient engagées.

6.6 Le transfert de fonds d'une Partie à l'autre en vertu de l'Accord est assujéti à un crédit annuel du Parlement du Canada ou de l'Assemblée nationale du Québec, selon le cas, pour l'exercice au cours duquel le versement doit être fait. La Partie qui transfère les fonds peut annuler ou réduire ceux-ci advenant une réduction des niveaux de financement par le Parlement du Canada ou l'Assemblée nationale du Québec, selon le cas.

6.7 Toutes les factures sont envoyées à :

Pour ECCC :

M^{me} Marie-Josée Couture, directrice régionale
Service canadien de la faune - Québec
Environnement et Changement climatique Canada
801-1550, avenue d'Estimauville
Québec (Québec) G1J 0C3

Pour le MFFP :

M. René Desaulniers, directeur général
Direction générale de la gestion de la faune et des habitats
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
880, chemin Sainte-Foy, RC-120
Québec (Québec) G1S 4X4

6.8 La Partie à laquelle des fonds sont transférés s'engage à gérer ces fonds dans le respect des règlements et des normes en vigueur au sein de son gouvernement.

7. DROITS INTELLECTUELS ET LICENCES

7.1 Chacune des Parties conserve l'entière propriété des données ou documents qu'elle a produits dans le cadre des activités visées par le partage des coûts prévu à l'Accord. Une Partie accorde à l'autre une licence d'utilisation non exclusive de ces documents ou données lui permettant de les utiliser, de les reproduire, de les modifier, de les traduire et de les améliorer pour son propre usage interne, le tout sans autre obligation que celle de mentionner la source des données et le détenteur des droits intellectuels.

8. BIENS

8.1 La Partie qui utilise des fonds transférés par l'autre Partie dans le cadre de l'Accord pour acquérir de l'équipement et du matériel est seule responsable des prêts, des locations ou de toutes autres obligations contractuelles qu'elle prend.

8.2 À la fin de l'Accord, tout équipement et tout matériel acheté par une Partie avec des fonds transférés par l'autre Partie au titre de l'Accord reste la propriété de la Partie à laquelle les fonds sont transférés à moins qu'il en soit convenu autrement par écrit.

9. VÉRIFICATION

9.1 Chaque Partie peut obtenir de l'autre Partie les informations et les documents concernant les dépenses effectuées pour réaliser les activités visées par le transfert financier afin de vérifier que les fonds transférés ont été affectés à ces activités.

10. ÉVALUATION

10.1 Les Parties peuvent, conformément aux politiques et aux processus établis par le Canada ou le Québec, selon le cas, examiner et évaluer les activités pour lesquelles des fonds sont transférés en vertu de l'Accord et qui sont :

a) des activités visées à la programmation commune annuelle;

b) toute autre activité qui est, soit autorisée par le CGE, soit approuvée par écrit par la Partie qui transfère les fonds.

Les Parties peuvent rendre publics les résultats de ces évaluations.

11. NON-RESPONSABILITÉ

11.1 Chacune des Parties renonce à toute réclamation ou demande en justice qu'elle pourrait avoir, soit contre l'autre Partie, soit contre ses employés ou mandataires, pour tout dommage de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement :

a) de la mise en œuvre des activités inscrites à la programmation commune annuelle;

b) de tout acte ou omission de l'autre Partie ou de ses préposés, agents, mandataires ou entrepreneurs reliés de quelque façon à la mise en œuvre des activités inscrites à la programmation commune annuelle.

12. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

12.1 Tout conflit entre les Parties qui concerne l'interprétation ou l'application de l'Accord doit être soumis au processus de résolution des différends prévu à l'article 13 de l'Entente.

13. DURÉE DE L'ACCORD

- 13.1 L'Accord est consenti pour une période commençant à la date de la dernière signature et se terminant le 31 mars 2019, à moins que l'une des Parties y ait mis fin par écrit, conformément aux modalités prévues à l'article 15 de l'Accord.

14. MODIFICATION DE L'ACCORD

- 14.1 Les Parties peuvent convenir par consentement mutuel et par écrit de toute modification à l'Accord, y compris celles prévues à l'article 14.2.
- 14.2 La programmation commune annuelle peut, en cours d'année, faire l'objet : 1) de réajustements dans la répartition des fonds et dans le choix des activités; et 2) d'ajouts d'activités.
- 14.3 Toute modification à l'annexe A de l'Accord doit, pour être valide, faire l'objet du consentement écrit de toutes les Parties.

15. RÉSILIATION DE L'ACCORD

- 15.1 L'Accord peut être résilié par l'une ou l'autre des Parties, en donnant à l'autre partie un préavis écrit de 60 jours. En pareil cas, les activités en cours, dont la réalisation a déjà été soit autorisée par le CGE, soit approuvée par écrit par la Partie qui transfère les fonds, continueront à être financées jusqu'à l'expiration de ce délai, à moins qu'il en soit entendu autrement par écrit par les Parties.

16. LOIS APPLICABLES

- 16.1 L'Accord doit être interprété et régi conformément au droit en vigueur au Québec.

17. AVIS

- 17.1 Tout avis, renseignement ou document prévus dans l'Accord sont réputés remis s'ils sont envoyés par la poste, frais d'affranchissement ou autres déjà payés. Tout avis posté est réputé reçu huit jours civils après avoir été posté sauf en période d'interruption du service postal.

Les avis ou communications à Environnement et Changement climatique Canada sont adressés à :

M^{me} Marie-Josée Couture, directrice régionale
Service canadien de la faune - Québec
Environnement et Changement climatique Canada
801-1550, avenue d'Estimauville
Québec (Québec) G1J 0C3

Les avis ou communications au MFFP sont adressés à :

M. René Desaulniers, directeur général
Direction générale de la gestion de la faune et des habitats
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
880, chemin Sainte-Foy, RC-120
Québec (Québec) G1S 4X4

18. ACCORD INTÉGRAL

18.1 Le présent Accord, y compris les annexes, et toutes les modifications s'y rapportant constituent l'accord intégral entre les Parties. Il remplace toute autre entente ou tout arrangement intervenu au même effet entre les Parties à une date antérieure à la présente.

19. SURVIE

19.1 Les obligations qui, par voie de conséquence nécessaire, doivent survivre à l'expiration ou à la résiliation de l'Accord restent en vigueur, nonobstant cette expiration ou cette résiliation, jusqu'à ce que les parties conviennent mutuellement par écrit de s'en libérer. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, les parties conviennent expressément que les articles 7 et 12 de l'Accord survivent à l'expiration ou à la résiliation de l'Accord.

20. NULLITÉ PARTIELLE

20.1. Si une des dispositions de l'Accord est jugée nulle ou inexécutable, les autres dispositions de l'Accord demeurent valides et exécutoires.

21. AUCUNE RELATION DE MANDATAIRE OU DE PARTENARIAT

21.1 Rien dans l'Accord ne sera interprété comme créant une relation de mandataire, un partenariat ou une relation de coentreprise entre les Parties.

22. SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les représentants dûment autorisés des Parties ont apposé leur signature.

POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA :

M^{me} Marie-Josée Couture, directrice régionale, Service canadien de la faune, Environnement et Changement climatique Canada, région du Québec

Signature	Date
-----------	------

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC :

M^{me} Julie Grignon, sous-ministre associée à la Faune et aux Parcs
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Signature	Date
-----------	------

et

M. Jean-Stéphane Bernard, secrétaire général associé aux Relations canadiennes
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

Signature	Date
-----------	------

Annexe A
PROGRAMMATION COMMUNE ANNUELLE ECCC–MFFP 2018-2019

No. Act.	Titre de l'activité	Description de l'activité	Autorité responsable de l'exécution de l'activité	Quote-part des Parties				Échéancier pour l'année en cours		Coût total \$	Produits livrables
				Fonds engagés par ECCC ¹	Fonds engagés par le MFFP ²	Fonds à transférer		Début (m/a)	Fin (m/a)		
						ECCC vers MFFP	MFFP vers ECCC				
1— Connaissances : Activités liées au partage de données, de méthodologies et d'expertises, au fonctionnement et au développement du Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec, aux inventaires et à la recherche, aux connaissances des collectivités et aux connaissances traditionnelles des communautés autochtones, aux rapports de situation, au Rapport sur la situation générale des espèces sauvages au Canada, à l'échange de documents et à l'évaluation des impacts environnementaux des projets, visées à l'Annexe A et à l'article 5.3 de l'Entente.											
1.1	Gestion collaborative des données du Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec (CDPNQ).	Participation à la gestion des données du CDPNQ : traitement et stockage des données sur les espèces en péril. ECCC est responsable des données sur les oiseaux migrateurs en péril et le MFFP est responsable des données sur les espèces fauniques en péril (excluant les oiseaux migrateurs).	ECCC-MFFP	20 000 \$	71 400 \$	30 000 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	121 400 \$	Bases de données du CDPNQ bonifiées et tenues à jour. ECCC : Mise à jour de la base de données pour les espèces d'oiseaux migrateurs en péril. MFFP : Mise à jour de la base de données pour les espèces fauniques en péril (excluant les oiseaux migrateurs). Le transfert de fonds d'ECCC vers le MFFP pour le CDPNQ ne peut être garanti, car il s'agit d'une programmation excédentaire aux budgets disponibles. ECCC tentera d'obtenir des clarifications à ce sujet à l'automne 2018.
2— Désignation : Activités liées au Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC), aux deux Comités aviseurs sur les espèces menacées ou vulnérables du Québec, aux énoncés de réponse aux propositions du COSEPAC, à l'échange de l'information, aux situations d'urgence et à la classification administrative, visées à l'article 8 de l'Entente.											
2.1	Révision des rapports de situation du COSEPAC.	Production d'avis et de commentaires sur les versions préliminaires des rapports de situation du COSEPAC.	ECCC-MFFP	3 200 \$	3 200 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	6 400 \$	Avis et commentaires émis par ECCC et le MFFP sur les rapports de situation du COSEPAC élaborés pour des espèces présentes au Québec. Activité réalisée selon les ressources humaines disponibles au MFFP et de la priorité à accorder aux espèces.

No. Act.	Titre de l'activité	Description de l'activité	Autorité responsable de l'exécution de l'activité	Quote-part des Parties				Échéancier pour l'année en cours		Coût total \$	Produits livrables
				Fonds engagés par ECCC ¹	Fonds engagés par le MFFP ²	Fonds à transférer		Début (m/a)	Fin (m/a)		
						ECCC vers MFFP	MFFP vers ECCC				
3— Planification du rétablissement : Activités liées à la résidence des individus des espèces en péril d'intérêt commun, à l'élaboration des documents de planification du rétablissement, à l'identification des habitats essentiels et aux évaluations socio-économiques, visées à l'article 9.1 de l'Entente.											
3.1	Échange d'expertise par la participation aux réunions de l' Équipe de rétablissement provinciale des tortues du Québec (tortue des bois, tortue ponctuée, tortue mouchetée, tortue musquée, tortue géographique et tortue-molle à épines) (ECCC → Pour partage et acquisition de connaissances).	Participation aux rencontres de l'Équipe de rétablissement des tortues du Québec à titre de membre.	MFFP	1 200 \$	5 000 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	6 200 \$	Participation d'un employé d'ECCC ayant une expertise sur les tortues du Québec aux rencontres de l'équipe de rétablissement provinciale.
3.2	Échange d'expertise par la participation aux réunions du groupe de mise en œuvre provincial de la tortue mouchetée et de la tortue musquée du Québec (ECCC → Pour partage et acquisition de connaissances).	Participation aux rencontres du groupe de mise en œuvre de la tortue mouchetée et de la tortue musquée du Québec à titre de membre.	MFFP	1 400 \$	10 000 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	11 400 \$	Participation d'un employé d'ECCC ayant une expertise sur la tortue mouchetée et la tortue musquée aux rencontres du groupe de mise en œuvre du Québec.
3.3	Échange d'expertise par la participation aux réunions du groupe de mise en œuvre provincial de la tortue des bois du Québec (ECCC → Pour partage et acquisition de connaissances).	Participation aux rencontres du groupe de mise en œuvre de la tortue des bois du Québec à titre de membre.	MFFP	900 \$	8 000 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	8 900 \$	Participation d'un employé d'ECCC ayant une expertise sur la tortue des bois aux rencontres du groupe de mise en œuvre du Québec.
3.4	Échange d'expertise par la participation aux réunions du groupe de mise en œuvre provincial de la tortue-molle à épines du Québec (ECCC → Pour partage et acquisition de connaissances).	Participation aux rencontres du groupe de mise en œuvre de la tortue-molle à épines du Québec à titre de membre.	MFFP	1 400 \$	17 000 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	18 400 \$	Participation d'un employé d'ECCC ayant une expertise sur la tortue-molle à épines aux rencontres du groupe de mise en œuvre du Québec.
3.5	Échange d'expertise par la participation aux réunions du groupe de mise en œuvre provincial de la tortue géographique du Québec	Participation aux rencontres du groupe de mise en œuvre de la tortue géographique du Québec à titre de membre.	MFFP	700 \$	6 000 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	6 700 \$	Participation d'un employé d'ECCC ayant une expertise sur la tortue géographique aux rencontres du groupe de mise en œuvre du Québec.

No. Act.	Titre de l'activité	Description de l'activité	Autorité responsable de l'exécution de l'activité	Quote-part des Parties				Échéancier pour l'année en cours		Coût total \$	Produits livrables
				Fonds engagés par ECCC ¹	Fonds engagés par le MFFP ²	Fonds à transférer		Début (m/a)	Fin (m/a)		
						ECCC vers MFFP	MFFP vers ECCC				
	(ECCC → Pour partage et acquisition de connaissances).										
3.6	Échange d'expertise par la participation aux réunions de l' Équipe de rétablissement du caribou de la Gaspésie du Québec (ECCC → Pour partage et acquisition de connaissances).	Participation aux rencontres de l'Équipe de rétablissement du caribou de la Gaspésie du Québec à titre de membre.	MFFP	1 000 \$	20 000 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	21 000 \$	Participation d'un employé d'ECCC ayant une expertise sur le caribou de la Gaspésie aux rencontres de l'équipe de rétablissement du Québec.
3.7	Échange d'expertise par la participation aux réunions de l' Équipe de rétablissement provinciale de la rainette faux-grillon de l'Ouest du Québec (ECCC → Pour partage et acquisition de connaissances).	Participation aux rencontres de l'Équipe de rétablissement de la rainette faux-grillon de l'Ouest du Québec à titre de membre.	MFFP	1 600 \$	15 000 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	16 600 \$	Participation d'un employé d'ECCC ayant une expertise sur la rainette faux-grillon de l'Ouest aux rencontres de l'équipe de rétablissement du Québec.
3.8	Échange d'expertise par la participation aux réunions de l' Équipe de rétablissement provinciale des salamandres de ruisseaux du Québec (ECCC → Pour partage et acquisition de connaissances).	Participation aux rencontres de l'Équipe de rétablissement des salamandres de ruisseaux du Québec à titre de membre.	MFFP	900 \$	15 000 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	15 900 \$	Participation d'un employé d'ECCC ayant une expertise sur les salamandres de ruisseaux aux rencontres de l'équipe de rétablissement du Québec.
3.9	Échange d'expertise par la participation aux réunions de l' Équipe de rétablissement provinciale des oiseaux de proie du Québec (ECCC → Pour partage et acquisition de connaissances).	Participation aux rencontres de l'Équipe de rétablissement des oiseaux de proie du Québec à titre de membre.	MFFP	1 600 \$	18 000 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	19 600 \$	Participation d'un employé d'ECCC ayant une expertise sur les oiseaux de proie aux rencontres de l'équipe de rétablissement du Québec.
3.10	Échange d'expertise par la participation aux réunions de l' Équipe de rétablissement provincial des chauves-souris du Québec (ECCC → Pour partage et acquisition de connaissances).	Participation aux rencontres de l'Équipe de rétablissement des chauves-souris du Québec à titre de membre.	MFFP	1 700 \$	15 000 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	16 700 \$	Participation d'un employé d'ECCC ayant une expertise sur les chauves-souris aux rencontres de l'équipe de rétablissement du Québec.
3.11	Expertise pour la mise à jour du programme de rétablissement de la rainette faux-grillon de l'Ouest	Espèce désignée vulnérable en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables du Québec, pour laquelle l'expertise du MFFP est	ECCC-MFFP	30 000 \$	1 600 \$	800 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	32 400 \$	Production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente et les commentaires du MFFP pour la mise à jour de documents nationaux

No. Act.	Titre de l'activité	Description de l'activité	Autorité responsable de l'exécution de l'activité	Quote-part des Parties				Échéancier pour l'année en cours		Coût total \$	Produits livrables
				Fonds engagés par ECCC ¹	Fonds engagés par le MFFP ²	Fonds à transférer		Début (m/a)	Fin (m/a)		
						ECCC vers MFFP	MFFP vers ECCC				
	(population des Grands Lacs/Saint-Laurent et du Bouclier canadien).	nécessaire pour aider à la mise à jour du programme de rétablissement élaboré en 2017-2018.								de planification du rétablissement élaborés en 2017-2018.	
3.12	Expertise pour l'élaboration de la proposition de plan de gestion de la tortue musquée .	Espèce désignée menacée en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables du Québec, pour laquelle l'expertise du MFFP est nécessaire pour aider à l'élaboration du plan de gestion.	ECCC-MFFP	8 000 \$	2 000 \$	1 600 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	11 600 \$	Production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente et les commentaires du MFFP pour l'élaboration de la proposition du plan de gestion de la tortue musquée.
3.13	Expertise pour l'élaboration de la proposition du programme de rétablissement du psithyre bohémien .	L'expertise du MFFP est nécessaire pour aider à l'élaboration de la proposition du programme de rétablissement.	ECCC-MFFP	8 000 \$	0 \$	400 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	8 400 \$	Production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente et les commentaires du MFFP pour l'élaboration de la proposition du programme de rétablissement du psithyre bohémien. Le MFFP participera à cette activité selon l'expertise disponible.
3.14	Expertise pour l'élaboration de la proposition du plan de gestion du bécasseau roussâtre .	L'expertise du MFFP est nécessaire pour aider à l'élaboration de la proposition du plan de gestion.	ECCC-MFFP	4 000 \$	0 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	4 000 \$	Production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente et les commentaires du MFFP pour l'élaboration de la proposition du plan de gestion du bécasseau roussâtre.
3.15	Expertise pour l'élaboration de la mise à jour du programme de rétablissement du pluvier siffleur de la sous-espèce <i>melodus</i> et de la proposition de plan d'action pour l'espèce.	Espèce désignée menacée en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables du Québec, pour laquelle l'expertise du MFFP est nécessaire pour aider à l'élaboration de la mise à jour du programme de rétablissement et à l'élaboration de la proposition de plan d'action.	ECCC-MFFP	12 000 \$	0 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	12 000 \$	Production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente et les commentaires du MFFP pour l'élaboration de la mise à jour du programme de rétablissement du pluvier siffleur de la sous-espèce <i>melodus</i> et de la proposition de plan d'action pour l'espèce.

No. Act.	Titre de l'activité	Description de l'activité	Autorité responsable de l'exécution de l'activité	Quote-part des Parties				Échéancier pour l'année en cours		Coût total \$	Produits livrables
				Fonds engagés par ECCC ¹	Fonds engagés par le MFFP ²	Fonds à transférer		Début (m/a)	Fin (m/a)		
						ECCC vers MFFP	MFFP vers ECCC				
3.16	Expertise pour l'élaboration des propositions de programmes de rétablissement du martinet ramoneur , de la paruline azurée , du goglu des prés , de la sturnelle des prés , de l' hirondelle de rivage et de l' hirondelle rustique .	L'expertise du MFFP est nécessaire pour aider l'élaboration des programmes de rétablissement du martinet ramoneur, de la paruline azurée, du goglu des prés, de la sturnelle des prés, de l'hirondelle de rivage et de l'hirondelle rustique.	ECCC-MFFP	40 000 \$	0 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	40 000 \$	Production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente et les commentaires du MFFP pour l'élaboration de la proposition des programmes de rétablissement du martinet ramoneur, de la paruline azurée, du goglu des prés, de la sturnelle des prés, de l'hirondelle de rivage et de l'hirondelle rustique.
3.17	Expertise pour l'élaboration de la proposition du programme de rétablissement de l' abeille-coucou de Macropis .	L'expertise du MFFP est nécessaire pour aider à l'élaboration de la proposition du programme de rétablissement.	ECCC-MFFP	8 000 \$	0 \$	400 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	8 400 \$	Production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente et les commentaires du MFFP pour l'élaboration de la proposition du programme de rétablissement de l'abeille-coucou de Macropis. Le MFFP participera à cette activité selon l'expertise disponible.
3.18	Expertise pour l'élaboration de la proposition du programme de rétablissement de l' hespérie tachetée .	Espèce susceptible d'être désignée menacée ou vulnérable en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables du Québec pour laquelle un document de planification du rétablissement provincial n'est donc pas disponible et pour laquelle l'expertise du MFFP est nécessaire pour aider à l'élaboration de la proposition de programme de rétablissement national élaboré en 2018-2019.	ECCC-MFFP	8 000 \$	0 \$	400 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	8 400 \$	Production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente et les commentaires du MFFP pour l'élaboration des propositions de documents de planification du rétablissement de l'hespérie tachetée. Le MFFP participera à cette activité selon l'expertise disponible.

No. Act.	Titre de l'activité	Description de l'activité	Autorité responsable de l'exécution de l'activité	Quote-part des Parties				Échéancier pour l'année en cours		Coût total \$	Produits livrables
				Fonds engagés par ECCC ¹	Fonds engagés par le MFFP ²	Fonds à transférer		Début (m/a)	Fin (m/a)		
						ECCC vers MFFP	MFFP vers ECCC				
3.19	Expertise pour l'élaboration de la proposition du programme de rétablissement du gomphe ventru .	Espèce susceptible d'être désignée menacée ou vulnérable en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables du Québec pour laquelle un document de planification du rétablissement provincial n'est donc pas disponible et pour laquelle l'expertise du MFFP est nécessaire pour aider à la mise à jour de programme de rétablissement national élaboré en 2010.	ECCC-MFFP	8 000 \$	0 \$	400 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	8 400 \$	Production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente et les commentaires du MFFP pour la mise à jour des documents de planification du rétablissement du gomphe ventru. Le MFFP participera à cette activité selon l'expertise disponible.
4— Mise en œuvre du rétablissement : Activités liées à la protection des habitats essentiels, à l'intendance et à la conservation volontaire, visées à l'article 9.2 de l'Entente, de même que des activités identifiées dans les documents de planification du rétablissement (éducation et communication, acquisition de connaissances, diminution des menaces, introduction et réintroduction, monitoring, etc.) et des activités liées au développement d'outils communs pour la mise en œuvre du rétablissement.											
4.1	Participation à l'évaluation des projets portant sur des espèces fauniques soumis au Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril (PIH).	Analyse des propositions de projets soumises au PIH.	ECCC	7 000 \$	0 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	7 000 \$	Avis émis à la suite de l'analyse des projets, participation aux réunions. Selon les disponibilités des ressources du Secteur de la faune et des parcs.
4.2	Participation au comité régional du Fonds autochtone — Espèces en péril (FAEP).	Analyse des propositions de projets soumises au FAEP.	ECCC	5 000 \$	0 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	5 000 \$	Avis émis à la suite de l'analyse des projets, participation aux réunions. Selon les disponibilités des ressources du Secteur de la faune et des parcs.
4.3	Révision de l'analyse de protection de l'habitat essentiel (CHPA) pour la rainette faux-grillon de l'Ouest (population des Grands Lacs/Saint-Laurent et du Bouclier Canadien) .	Expertise pour la révision des évaluations du niveau de protection de l'habitat essentiel désigné pour la rainette faux-grillon de l'Ouest (pop. des Grands Lacs/Saint-Laurent et du Bouclier canadien). Le gabarit d'analyse sera élaboré par le SCF pour l'ensemble des lois et règlements du Québec. CHPA = Critical Habitat Protection Analysis.	ECCC-MFFP	15 000 \$	0 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	15 000 \$	Production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente et les commentaires du MFFP pour la révision de l'évaluation du niveau de protection de l'habitat essentiel de la rainette faux-grillon de l'Ouest (population des Grands Lacs/Saint-Laurent et du Bouclier canadien).

No. Act.	Titre de l'activité	Description de l'activité	Autorité responsable de l'exécution de l'activité	Quote-part des Parties				Échéancier pour l'année en cours		Coût total \$	Produits livrables
				Fonds engagés par ECCC ¹	Fonds engagés par le MFFP ²	Fonds à transférer		Début (m/a)	Fin (m/a)		
						ECCC vers MFFP	MFFP vers ECCC				
4.4	Proposition d'une approche intégrée de la conservation en priorisant la rainette faux-grillon de l'Ouest (population des Grands Lacs/Saint-Laurent et du Bouclier canadien) .	Partage de stratégies, de connaissances, de mécanismes et d'autres informations en vue d'harmoniser et d'optimiser la protection et le rétablissement des espèces en péril dans le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal.	ECCC-MFFP	40 000 \$	50 000 \$	0 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	90 000 \$	Cette activité découle de démarches exceptionnelles que le fédéral a dû entreprendre pour sécuriser l'habitat d'une métapopulation de cette espèce malgré la compétence provinciale sur l'habitat de cette espèce. Rencontre, production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente pour informer les participants et orienter les travaux à venir des projets de protection et de rétablissement et les avis de l'équipe provinciale de rétablissement. À déterminer selon les priorités de mise en œuvre du Québec.
4.5	Échange d'information dans le cadre du plan d'action de l' ours blanc .	Partage de données et de connaissances afin de supporter diverses mesures de gestion de l'ours blanc et la mise en œuvre de la décision de la ministre McKenna relativement à la population sud de la baie d'Hudson.	ECCC-MFFP	12 000 \$	85 000 \$	2 000 \$	0 \$	Mai-18	Mars-19	99 000 \$	Production de documents (courriels, fichiers Word ou autres) contenant l'information pertinente pour informer les participants et orienter les actions de mise en œuvre.
4.6	Expertise pour la désignation de l'habitat essentiel dans le cadre de la mise à jour du programme de rétablissement de la rainette faux-grillon de l'ouest, population des Grands Lacs / Saint-Laurent et du Bouclier canadien au Québec.	Espèce désignée menacée en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables du Québec pour laquelle il existe un document de planification du rétablissement provincial. L'expertise du MFFP est nécessaire pour mettre à jour la désignation de l'habitat essentiel.	MFFP	0\$	2 400 \$	3750 \$	0 \$	Nov-18	Mars-19	6 150 \$	Mise à jour des données de localisation de l'espèce (ajout des données du MFFP-Outaouais 2018 pour l'Outaouais et des données de l'ONG CIEL et Terre pour la Montérégie) dans le CDNPQ et extraction de l'information pour ECCC dans un document d'un format compatible avec EXCEL.

No. Act.	Titre de l'activité	Description de l'activité	Autorité responsable de l'exécution de l'activité	Quote-part des Parties				Échéancier pour l'année en cours		Coût total \$	Produits livrables
				Fonds engagés par ECCC ¹	Fonds engagés par le MFFP ²	Fonds à transférer		Début (m/a)	Fin (m/a)		
						ECCC vers MFFP	MFFP vers ECCC				
	5— Processus d'inscription : Consultations : Généralités, Consultations auprès des communautés et des organisations autochtones, Consultations des autres intervenants = Annexe B de l'Entente et analyses socio-économiques.										
	6— Suivis = Section 12 de l'Entente										
	7— Activités communes de communication = Annexe C de l'Entente										
	8— Autorisations = Section 10 de l'Entente										
	9— Application des lois = Section 11 de l'Entente										
	Note : Taux MFFP : 1 j-p = 400 \$										
		TOTAL :		240 600 \$	344 600 \$	39 750 \$	- \$			624 950 \$	

- 1) Fonds engagés par ECCC, mais non transférés au MFFP pour la conduite de l'activité.
- 2) Fonds engagés par le MFFP, mais non transférés à ECCC pour la conduite de l'activité.